

PRÉSERVER LES SAVOIRS TRADITIONNELS AGRICOLES

Pascal Bergeret, *CIHEAM*

Juliette Prazak, *FAO*

Caterina Batello, *FAO*

Construits au fil des âges, les savoirs traditionnels¹ dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche font partie intégrante du patrimoine des peuples de la Méditerranée. Riches et divers, ils sont dans l'ensemble peu connus car souvent circonscrits aux localités dans lesquelles ils sont mis en œuvre. Actuellement en danger de disparition pour de multiples raisons évoquées dans ce chapitre, il importe de tout faire pour les protéger car ils pourraient bien être l'une des clefs de la durabilité de l'agriculture méditerranéenne, confrontée à de nombreux enjeux dont l'intensité croît rapidement. Ces connaissances, rarement transcrites à l'écrit, ne sauraient être gaspillées dans cette région méditerranéenne où la culture de l'oral domine encore et où toutes les capacités humaines sont nécessaires pour répondre agronomiquement et techniquement au défi alimentaire croissant.

Nous examinons tout d'abord comment se sont constitués ces savoirs traditionnels, puis, dans un second temps, nous examinons les causes de leur érosion ou de leur abandon, et enfin, dans une troisième partie, nous évoquons les signes d'un possible renouveau de l'agriculture méditerranéenne auquel contribuerait la mobilisation des savoirs traditionnels combinés à d'autres formes de savoirs, au sein de nouveaux systèmes de connaissances et d'innovations agricoles.

Savoirs traditionnels agricoles et alimentation dans le bassin méditerranéen

Le monde méditerranéen, malgré les vicissitudes de son histoire, a soutenu un mode de vie très caractéristique, fondé sur l'agriculture depuis plusieurs millénaires. Cette identité qui perdure n'est pas le fruit d'un « tout Méditerranéen », cohérent et statique, mais le résultat de changements profonds, voire de dévastations, survenus tout au long de l'histoire de la région, sur les plans tant biologiques que techniques et

¹ - La notion de savoir traditionnel agricole est employée dans ce texte par commodité, pour désigner le stock de savoirs accumulés tout au long de l'histoire par les agriculteurs, les éleveurs et les pêcheurs, savoirs qui, loin d'être statiques, ont évolué au gré des échanges ou des confrontations entre cultures et civilisations.

culturels (Butzer, 2005). En particulier, le commerce à l'intérieur du bassin méditerranéen a fortement contribué à modeler le territoire. Celui des denrées agricoles, directement lié aux besoins vitaux des États et des populations, fournit un marqueur précieux sur la fluctuation géographique des centres de pouvoir, l'avancée des techniques et les évolutions dans la culture de certaines variétés (Blanc, 2014).

Le modelage des terroirs méditerranéens de l'Antiquité à la Révolution industrielle

L'occupation du territoire méditerranéen au Néolithique suggère un usage sédentaire et diversifié de la terre au service d'une économie variée qui semble s'appuyer sur une exploitation intensive des forêts, alors abondantes dans la région, et de leurs ressources (Williams, 2000). C'est à cette époque qu'apparaît le premier épisode, qui se poursuit jusqu'à l'époque classique (500 av. J.-C.), de domestication et de diffusion d'espèces endémiques (large gamme de céréales, légumineuses, fruits à coques, oléagineux, fruits et légumes, et espèces animales) qui resteront largement utilisées dans la région au fil des siècles. Mais c'est aussi au Néolithique que commence la déforestation intensive du territoire méditerranéen qui durera jusqu'au Moyen Âge. Cette période se caractérise par la croissance démographique, le développement des villes, l'extraction des minerais et le commerce régional, qui transforment l'agriculture et les connaissances s'y rattachant, et modèlent progressivement le territoire, pour finalement aboutir au paysage méditerranéen si reconnaissable d'aujourd'hui.

Un commentaire de Platon au III^e siècle av. J.-C. fait état d'une déforestation accélérée en Attique (l'ancienne cité-état d'Athènes) : « ce qu'il reste maintenant, comparé à ce qui existait avant, est comme le squelette d'un homme malade, tout le gras et la terre souple ayant été gâchés, seul le cadre nu de la terre est resté ». Plus tard, certains écrivains italiens parleront à leur tour de la *polpa e ossia* de la terre, de la pulpe et des os. On le voit, l'espace méditerranéen, défini par l'originalité de son climat et de sa végétation, l'unicité de sa biodiversité mais aussi sa fragilité face aux contraintes du milieu, en particulier le stress hydrique et l'érosion (Conseil de l'Europe *et al.*, 2006), est en réalité une zone très anciennement boisée, principalement de conifères, qui a souffert de la perte de sa couverture forestière protectrice. Sa régénérescence est difficile, compte tenu des risques d'incendie et du surpâturage en particulier.

Gigantesque producteur, consommateur et exportateur de blé, d'huile d'olive et de vin, denrées traditionnelles et représentatives du bassin, l'Empire romain est allé jusqu'à subventionner la culture et l'achat de blé à différents moments de son histoire. Il a pu vendre les surplus à d'autres territoires, comme la Gaule et l'Espagne (Kingsley et Decker, 2001). Du IX^e siècle jusqu'à la fin du XIII^e siècle, l'économie médiévale européenne bénéficie d'une croissance fulgurante. Cette période est considérée comme la plus grande phase d'expansion agricole depuis le Néolithique (Georges Raepsaet, cité dans Andersen *et al.*, 2014). Dans le même temps, le commerce et les échanges intrabassin connaissent un essor historique. Les échanges commerciaux avec le Moyen-Orient, l'Asie, le sous-continent Indien et l'Afrique subsaharienne introduisent la culture de la pêche, de l'abricot, de l'aubergine, de quelques agrumes, ainsi que celle du chanvre, du coton, du riz et de la dolique à œil noir (niébé) (Heywood, 2012), qui, à divers degrés, ont façonné le territoire méditerranéen et créé de nouvelles

traditions agricoles. Au regard de l'âge du territoire et de sa longue histoire, ces bouleversements sont finalement assez récents. Du ^{xv}^e siècle au ^{xix}^e siècle, l'agriculture européenne connaît un rendement moyen assez bas et dépend généralement des rivières pour son irrigation. Cette culture paysanne sera bouleversée par la Révolution industrielle, l'urbanisation de la population européenne et la transformation des denrées agricoles en objets de consommation de masse.

Évocation des savoirs traditionnels dans le bassin méditerranéen

L'intensité et la continuité des échanges entre cultures et civilisations, tout au long de l'histoire du bassin, ont lentement fait émerger les savoirs traditionnels, même si à l'échelle d'une vie humaine ou de quelques générations, le stock de savoirs disponibles n'évolue que faiblement. Ces savoirs traditionnels peuvent être qualifiés d'écologiques car ils résultent d'observations sur le temps long des interactions entre les plantes cultivées ou les animaux. Ils sont adaptatifs et permettent aux agriculteurs et éleveurs de caler leurs techniques sur l'état de leur environnement et sur ses variations (climat, sols, disponibilité des ressources en eau, etc.). Les nouveautés ne sont acceptées que lorsqu'elles ont montré leur pertinence dans un contexte local spécifique. Le savoir scientifique est d'une autre nature, puisqu'universel. Une vérité scientifique est indépendante de son contexte et repose sur des principes immuables. Ce savoir est en outre mobile et peut être appliqué partout. On voit bien dès lors que ces deux types de savoirs sont complémentaires et que rien ne permet d'affirmer que l'un est plus légitime que l'autre.

Intégration des espèces locales dans un territoire et un tissu culturel : exemple de l'élevage traditionnel de cochons au nord de la Méditerranée

L'agrosylviculture combinant cultures en terrasses, arbres et cochons est un modèle ancien très répandu au nord du bassin méditerranéen. Les cochons étaient laissés libres de divaguer sur de grandes surfaces où leur présence représentait l'activité économique dominante qui conditionnait toutes les autres utilisations faites du paysage. Les hommes ont souhaité cette codépendance d'échanges entre les animaux, les cultures, la fertilité du sol et les arbres, relation complémentaire entre des races locales robustes et leur agro-écosystème, et sa mise en œuvre a été affinée au fil des siècles. Un grand nombre de ces systèmes complexes ont été abandonnés ou simplifiés depuis le milieu du ^{xx}^e siècle en raison notamment de l'adoption de la mécanisation de masse, inadaptée aux systèmes arboricoles en terrasse, de l'exode rural, d'un épisode de grippe porcine et des crises successives des prix de la viande de porc. La plupart du temps, les races indigènes ont été remplacées par des races à hauts rendements. Aujourd'hui cependant, le marché enregistre un net regain d'intérêt des consommateurs pour les viandes régionales et artisanales, ravivant un secteur de niche resté jusque-là extrêmement confidentiel, et encourageant de plus en plus la reconnaissance officielle de certaines races par les autorités compétentes des pays (Kizos et Plieninger, s. d.). Dans ce contexte, les races locales élevées dans ces systèmes particuliers représentent un atout pour les générations futures. La richesse de leur patrimoine génétique, comme les traditions culturelles locales qu'elles représentent, doivent en ce sens être préservées (Matassino, 2007).

Immergés dans la culture, les pratiques sociales et les modes d'organisation des sociétés méditerranéennes, les savoirs traditionnels couvrent tous les aspects de la vie matérielle. Ils sont très nombreux à révéler la grande intimité que les agriculteurs ont su créer avec leur milieu : il en va ainsi de la gestion de l'eau et des pratiques d'irrigation dans les oasis des milieux arides ou semi-arides, éléments majeurs de leur patrimoine culturel. Dans ces mêmes zones, le pastoralisme nomade fournit un autre exemple d'un savoir traditionnel intimement lié à la culture et au mode de vie d'une société en prise directe avec son milieu. Le champ de la transformation et de la valorisation des produits agricoles possède également ses savoirs traditionnels, à l'instar de la transformation en jus ou en confiture des dattes du Sud marocain, qui repose sur une connaissance fine des caractéristiques des différentes variétés de palmiers dattiers. Signalons aussi la redécouverte du dictame de Crête (*Origanum dictamnus L.*), une plante connue et utilisée en infusion depuis des temps immémoriaux, que les cuisiniers modernes réintroduisent dans des recettes sucrées ou salées, reflets de la typicité des ingrédients méditerranéens. On ne cesserait d'énumérer les exemples de plantes alimentaires sauvages qui poussent exclusivement dans la zone méditerranéenne, plus ou moins menacées et encore utilisées dans la cuisine des arrière-pays, témoin de ce savoir écologique encore vivant (Ali-Shtayeh *et al.*, 2008). Élément de la fabrique sociale intime des populations et facteur de lien et d'équilibre entre les hommes et leur milieu, les savoirs traditionnels constituent donc un véritable patrimoine pour les sociétés méditerranéennes.

Perte et abandon des pratiques traditionnelles dans le bassin méditerranéen

Au nord de la Méditerranée

La politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne (UE), lancée dans les années 1960 dans un contexte de développement économique d'après-guerre, s'est déployée à l'époque dans un monde rural caractérisé par une agriculture foncièrement traditionnelle et familiale. Ce monde subissait déjà les effets du « dépeuplement séculaire » des campagnes en raison de la mortalité massive d'hommes ruraux lors des deux conflits mondiaux du XX^e siècle, d'un ralentissement de la croissance démographique, d'une industrialisation forte et pourvoyeuse d'emplois en milieu urbain et d'une émigration vers les pays du Nouveau Monde (SESAME 2, 2014). Si, à ce titre, la perte des connaissances traditionnelles en Europe et dans le nord du bassin méditerranéen en particulier avait commencé bien avant la mise en place de la PAC, il convient de souligner que celle-ci aura sans aucun doute accéléré le processus.

**Chasse traditionnelle ou braconnage ?
Quand la tradition s'oppose à la protection de la nature :
le cas des oiseaux chanteurs à Malte et à Chypre**

Malte, Chypre et l'Italie sont des lieux de passage pour la plupart des oiseaux migrants. La chasse de ces oiseaux, dont beaucoup sont des espèces activement protégées dans les pays d'Europe du Nord, est un passe-temps traditionnel qui s'inscrit dans le patrimoine culturel et (parfois) culinaire de ces pays (*l'ambelopoulia* à Chypre, les *pulenta e osei* à Brescia, Italie). La situation de conservation d'un grand nombre de ces oiseaux est devenue très préoccupante ces trois dernières décennies. Il est aujourd'hui clairement démontré que la diminution de la population de ces oiseaux migrants est en majeure partie causée par leur chasse et leur piégeage dans les pays méditerranéens, bien plus que par la destruction de leur habitat naturel due à l'intensification de l'agriculture (Franzen, 2010). Paradoxalement, l'accession à l'UE et à la prospérité, loin d'avoir opéré un changement de mentalité vers une conscience écologique plus développée, a accru dans ces régions la chasse et le braconnage des oiseaux migrants en fournissant de meilleures routes et plus d'armes. Le braconnage « traditionnel » est ainsi érigé en loisir viril, marqueur d'un statut social élevé et symbole de rébellion face à l'autorité « étrangère » de l'Europe (McCullogh *et al.*, 2008).

La soudaine disponibilité et l'utilisation massive d'intrants de synthèse et de machines agricoles ont permis la culture de sols historiquement pauvres ou instables dans des zones réputées jusque-là non cultivables (Van Zanten *et al.*, 2014). Son objectif historique étant l'autosuffisance agricole européenne, la PAC a de fait fortement encouragé la concentration des terres par un mécanisme de subventions par hectare ou par tête de bétail, récompensant ainsi les plus gros exploitants (Jacquet, 2003) peu enclins à une agriculture traditionnelle. En Méditerranée, les effets ont été hétérogènes car la région a toujours été un territoire « difficile » caractérisé par une forte contrainte hydrique et par un relief « dévoré par la montagne » (Fernand Braudel dans SESAME 2, 2014), parsemé de petites exploitations familiales aux superficies cultivables restreintes où la mécanisation est souvent malaisée et l'agrégation des exploitations peu rentable. Plus généralement, c'est la modernité qui, par une combinaison de facteurs sociaux, a profondément transformé l'agriculture méditerranéenne. L'avancée de la grande distribution, connue pour imposer à ses fournisseurs un cahier des charges strict, à savoir une uniformité et une constance (aspect, goût, couleur) incompatibles avec les variétés traditionnelles et locales, a poussé à l'homogénéisation des variétés horticoles (Dedeire, 2009). Enfin, la mondialisation du marché des denrées alimentaires et une nouvelle réforme de la PAC dans les années 1990 ont favorisé l'abandon pur et simple de certaines terres arables les moins productives dans les régions les plus marginalisées (Van Zanten *et al.*, 2014).

Si, entre 1970 et 2000, les 880 communes du littoral français ont vu leur superficie cultivée reculer de 20 %, soit une perte de 200 000 hectares sur trente ans, c'est principalement en raison de la pression immobilière sur les terres (Daligaux *et al.*, 2013). Les territoires agricoles ont en effet été en partie abandonnés au jeu des marchés fonciers qui ont explosé sur la même période (Conseil général de l'agriculture, 2009, cité dans Daligaux *et al.*, 2013), à la suite de l'avènement des congés payés

et de la société des loisirs sous les Trente Glorieuses. Ce phénomène explique la quasi-disparition de l'agriculture dans l'aire urbaine de Marseille et sur la Côte d'Azur (Daligaux *et al.*, 2013). Bien que malmenés, les arrière-pays sont parvenus à survivre. Ces espaces marginalisés et fragilisés constituent des « territoires de replis », terroirs mais aussi réservoirs de savoirs traditionnels, qui se retrouvent régulièrement au cœur de tensions créées par de nouveaux enjeux sociétaux et économiques. On assiste aujourd'hui à un basculement vers une « renaissance rurale » portée par de nouvelles attentes urbaines d'authenticité vis-à-vis des territoires ruraux, et à une nouvelle réflexion générale sur les fonctions qu'assument les espaces agricoles (Linck *et al.*, 2015), le tout dans un contexte extrêmement précaire d'accès à la terre. Cette reconquête du terroir concerne principalement des parcelles difficilement mécanisables sur lesquelles sont réintroduites des variétés traditionnelles. Elle est fréquemment initiée par des acteurs locaux qui souhaitent notamment s'appuyer sur la dynamique touristique et la tradition gastronomique très forte de la région (« patriotisme gustatif »), région qui a très tôt participé à la protection de nombreux systèmes traditionnels lorsque ceux-ci produisaient des denrées typiques (Dedeire, 2009).

Au sud de la Méditerranée

On a coutume de qualifier la situation actuelle des agricultures du Sud et de l'Est méditerranéens de duale. Aux côtés d'une agriculture de grands domaines, « moderne », productive et insérée dans les échanges globalisés, une petite agriculture souvent dite « archaïque », composée de petites exploitations familiales, est tournée vers la subsistance ou écoule les surplus sur des marchés très locaux. À cette dualité s'en superpose une autre qui oppose l'agriculture irriguée à haute valeur ajoutée par hectare (si ce n'est par litre d'eau utilisé) à l'agriculture pluviale aux rendements plus faibles et surtout plus aléatoires. Il ne s'agit pas ici d'exposer le cheminement historique qui a conduit à cette dualité, une histoire où se mêlent dynamiques sociales locales et bouleversements imposés par les dominations successives : empires perse, gréco-romain, arabe, ottoman, colonisations française et britannique. Les États méditerranéens modernes ont à gérer ces dualités dans un contexte particulièrement délicat d'instabilité sociale, de volatilité des marchés et d'incertitude sécuritaire. Il est vrai que, depuis la fin de la décennie 2000, plusieurs pays ont mis en œuvre une politique de relance agricole qui tend à estomper la dualité agricole à laquelle se substitue progressivement une situation plus complexe, où de fortes inégalités perdurent. À l'instar du Maroc ou de la Turquie, certains pays ont fait du secteur agricole une priorité, d'autres comme l'Algérie redécouvrent son importance, d'autres encore, comme l'Égypte, tentent de gagner de nouvelles surfaces agricoles sur le désert dans l'espoir de booster leur production nationale et de diminuer leur forte dépendance alimentaire.

Trait commun à toutes les politiques et stratégies agricoles des pays du Sud et de l'Est méditerranéens, elles font peu de cas des savoirs traditionnels, la plupart du temps considérés comme archaïques et faisant obstacle à la modernisation du secteur. Si ce même constat peut être fait à l'échelle mondiale, les pays du sud et de l'est de la Méditerranée semblent plus fortement concernés en raison de leur situation géographique aux portes de l'Europe agricole ultramoderne et de leur forte insertion dans la mondialisation. L'amalgame est courant entre savoirs traditionnels et

survivance de formes d'agriculture d'un autre âge ne répondant pas aux exigences présentes en termes de production agricole, de sécurité alimentaire et de promotion des exportations. Or cette agriculture « obsolète » représente la grande majorité des exploitations agricoles, occupe la plus grande part des surfaces agricoles et constitue la première source d'emploi de la population rurale. Loin de s'éteindre progressivement pour faire place à une agriculture moderne et « scientifique », la petite agriculture traditionnelle se développe en nombre d'exploitations. Elle demeure cependant marginale en termes d'accès aux ressources et aux marchés. Confinés dans des arrière-pays souvent enclavés, loin des marchés urbains, et *a fortiori* des marchés à l'exportation, les petits agriculteurs et éleveurs méditerranéens survivent à l'étroit dans de petites structures foncières, sur des sols épuisés et érodés et dans un milieu où les ressources naturelles (eau et biodiversité) sont toujours plus exploitées, pour la production agricole ou pour compléter le revenu des agriculteurs (cueillette, produits forestiers non ligneux, bois). Bien évidemment, l'agriculture moderne et « scientifique » se heurte pareillement à l'épuisement des ressources naturelles dont elle dépend : érosion et baisse de la fertilité des sols par le *dry farming* en zone pluviale, baisse des nappes phréatiques surexploitées pour l'irrigation, conflits autour de l'usage des eaux superficielles sont aussi le lot des entrepreneurs agricoles modernisés. Les dérèglements climatiques ne font qu'amplifier ces déséquilibres et génèrent des défis d'une ampleur inégalée.

La pêche traditionnelle en Méditerranée

Pratiquée sur des embarcations de petite taille, la pêche traditionnelle présente des avantages déterminants pour la durabilité du secteur. Pour les communautés artisanales de pêcheurs en effet, le travail des hommes s'aligne sur les lois de la nature et de l'eau.

Les pratiques artisanales de pêche gagnent à être comparées aux pratiques industrielles, non seulement en termes d'impact sur les espèces prises individuellement, mais aussi de cohérence globale par rapport à la richesse et à la biodiversité des territoires. Ces pratiques sont pourtant mises en danger par le triple impact de la pêche industrielle, de la pêche pirate et de la mondialisation (Jacquet et Pauly, 2008). La pêche au thon traditionnelle, beaucoup moins dommageable pour les stocks, est pratiquement en voie d'extinction en Méditerranée.

Alors que la pêche artisanale et la pêche industrielle capturent chacune annuellement 30 millions de tonnes de poisson pour la consommation humaine, la première emploie 12 millions de personnes alors que la seconde n'en emploie qu'un demi-million. La pêche artisanale capture 4 à 8 tonnes de poissons par tonne de fuel consommée, quand la pêche industrielle n'en capture que de 1 à 2 tonnes. La pêche industrielle rejette annuellement 8 à 20 millions de tonnes de poissons et autres animaux marins, alors que les rejets en mer sont quasi inexistantes pour la pêche artisanale.

Face à une telle situation, il serait très dangereux de ne pas chercher à utiliser tout le stock de connaissances disponibles, scientifiques ou traditionnelles, dont on a vu le caractère écologique et adapté aux contextes spécifiques. L'enjeu du développement agricole et rural est de savoir tirer parti de ces connaissances et de donner aux

agriculteurs la possibilité de les mettre en œuvre dans des conditions décentes. Car les facteurs englobants de l'agriculture (accès au marché, rapports de prix, disponibilité des infrastructures, organisation des filières) restent bien entendu déterminants. Que ce soit par le matériel génétique très riche qu'elles utilisent ou par leurs pratiques agricoles et d'élevage qui ont fait la preuve de leur résilience de leur adaptation au contexte local, les agricultures traditionnelles ne sont pas forcément un problème mais, au contraire, une source de solutions. Ce n'est malheureusement pas le chemin qui a été pris, si l'on en croit les nombreux exemples où le « développement » agricole s'est fait en dépit des savoirs en place et a conduit à des résultats défavorables : salinisation des terres due à l'irrigation intensive autour des oasis dans le sud du Maghreb ou destruction par excès d'eau des palmeraies traditionnelles plantées dans les zones basses.

Gaspillage des connaissances traditionnelles sous l'emprise coloniale

Un exemple malheureux de ce « gaspillage des connaissances » est fourni par les errements de la politique agricole coloniale en Algérie (Bessaoud, 2002) : les tentatives d'acclimatation des plantes exotiques comme le cacao, le café ou l'arachide, ou plus tard la politique de spécialisation en production ovine sur le modèle australien, conduites en dépit des réalités du pays, aboutirent à des échecs retentissants. Ce n'est que plus tard, avec l'apparition, d'agronomes attentifs aux pratiques paysannes, que la prise en compte des conditions agronomiques locales permit l'élaboration de mesures beaucoup plus pragmatiques se greffant sur la réalité des systèmes de production locaux (amélioration du petit outillage, techniques adaptées de préparation du sol avant semis des céréales, utilisation des variétés locales, irrigation des cultures vivrières etc.).

Le renouveau de l'agriculture méditerranéenne viendra-t-il de l'agroécologie ?

Une nouvelle génération de paysans en Méditerranée

Au Nord : émergence de systèmes agricoles nouveaux, souvent portés par des jeunes, en réponse à une nouvelle demande sociale. L'un des problèmes majeurs que rencontre aujourd'hui l'agriculture nord-méditerranéenne est celui du renouvellement des générations. Il est encore aggravé par l'exode rural, les prix prohibitifs d'accès au foncier et, dans une certaine mesure, le manque de reconnaissance sociale pour le métier d'agriculteur. L'ensemble de ces facteurs a mis en danger tout un pan de l'économie méditerranéenne ces vingt dernières années. Même si cette « vague » de défection au sein du secteur agricole est largement passée sous silence, elle n'en demeure pas moins une réalité, comme en témoigne le cas de la France qui perd chaque jour environ quatre exploitations.

Pour autant, un « renouveau » du goût pour l'activité agricole se fait jour au sein de la société, porté principalement par des jeunes en quête de reconversion professionnelle ou qui se sentent « appelés » par le métier, alors qu'ils ne sont pas

eux-mêmes issus de familles agricoles. C'est le cas aujourd'hui de 30 % des jeunes en France qui s'installent en tant que chefs d'exploitation (SESAME 2, 2014). Il leur faut cependant faire montre d'une forte ambition et de beaucoup de ténacité pour avoir accès au foncier afin de s'établir. Un récent sondage commandé par le ministère français de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture, 2016) rapporte que 13 % des agriculteurs ont l'intention de s'engager dans une démarche agroécologique dans les cinq prochaines années. Tendance encourageante, les moins de 35 ans se sont révélés deux fois plus nombreux à porter cette ambition. Ces jeunes agriculteurs qui le deviennent par choix ont donc une conception de leur métier qui intègre profondément le souhait de pratiquer une agriculture plus écologique.

Cette nouvelle génération est également très connectée et dispose d'un accès instantané à l'information grâce aux sites internet qu'elle n'hésite pas à consulter avec un œil critique. Elle y rejoint également les communautés virtuelles de jeunes (et de moins jeunes !) paysans qui suivent une démarche similaire. L'histoire agricole de la France le montre, les jeunes agriculteurs ont toujours représenté une force essentielle du progrès, en incitant par exemple les gouvernements successifs à faire des lois sur le foncier, à octroyer des aides à l'installation ou à mettre en place des dispositifs de formation adaptés. « Quand les jeunes poussent, l'agriculture grandit » (SESAME 2, 2014). Si ces jeunes agriculteurs peuvent être qualifiés de pionniers, c'est avant tout pour signifier que leur agroécologie n'est pas une invention de technocrates (Hervieu, 2015) mais bien le reflet d'un désir sociétal plus large.

Au Sud : l'enjeu du renouvellement des générations et de la mise en œuvre de systèmes de production en rupture mobilisant le patrimoine agricole méditerranéen. Les défis agricoles auxquels les pays du Sud et de l'Est méditerranéens sont confrontés appellent des solutions de rupture. Dans le secteur modernisé comme dans le secteur traditionnel, la poursuite des tendances actuelles à la surexploitation des ressources, toujours plus rares en raison des dérèglements climatiques, ne peut conduire qu'à une impasse. De façon inquiétante, les alternatives mises en œuvre, en rupture avec les systèmes de production dominants, sont rares, ou du moins peu connues. Quelques exemples exceptionnels mais intéressants existent cependant sur la rive sud de la Méditerranée.

Les débuts de l'agriculture de conservation au Maghreb

Des groupements de producteurs, soutenus par l'association FERT, se sont constitués au Maghreb autour de l'agriculture pluviale de conservation, qui repose sur la simplification du travail du sol, jusqu'au non-labour, la mise en place de rotations variées (céréales, légumineuses, fourrages) et la couverture permanente du sol. Ces systèmes qui restaurent la fertilité des sols ont démontré leur supériorité en période de sécheresse. Ils permettent l'obtention de rendements réguliers et renforcent la durabilité de la production. Leurs points faibles résident dans la difficulté à maîtriser les mauvaises herbes et dans le fait que le semis direct sans labour nécessite des semoirs spécifiques, plus lourds et plus coûteux (Benaouda *et al.*, 2015).

Le développement dans le sud et l'est du bassin méditerranéen de systèmes de production agroécologiques se heurte à de nombreuses difficultés. Pour l'instant, seuls quelques pionniers, à la tête de grands domaines et dotés d'un niveau d'éducation élevé, s'y sont essayés. Les risques associés au passage à ce type d'agriculture ainsi que les investissements nécessaires (notamment en matériel) découragent la majorité des agriculteurs, à commencer par les plus petits d'entre eux. Le manque de structures professionnelles agricoles qui, par une approche collective de mutualisation des risques et des dépenses d'investissement, pourraient contribuer au développement de l'agroécologie, freine également la propagation des innovations de rupture. Autre blocage majeur, le secteur agricole, et celui de la petite agriculture en particulier, est actuellement aux mains de chefs d'exploitation vieillissants. Les jeunes générations demeurées en zone rurales et ouvertes à l'innovation n'ont pas le pouvoir et doivent céder le pas devant la prudence et la forte aversion pour le risque de leurs aînés. Comme au nord de la Méditerranée, mais dans un contexte différent, se pose donc avec acuité un problème de renouvellement des générations agricoles. Déceler et identifier les savoirs traditionnels sur lesquels pourraient se greffer les principes de l'agroécologie permettrait de concevoir et d'expérimenter de nouveaux systèmes de production adaptés plus facilement maîtrisables par les agriculteurs.

Les labels à la rescousse des savoir-faire locaux ?

Les systèmes d'appellation d'origine ont d'abord été conçus pour protéger un produit menacé. La menace peut être économique liée à l'usurpation d'un nom ou à la banalisation d'un produit. Elle peut également concerner le patrimoine immatériel d'un terroir en danger de disparition : pratiques traditionnelles, biodiversité ou paysages locaux. Ainsi, la première appellation d'origine et indication géographique protégées (AOP-IGP) de France, pour l'huile d'olive de Nyons, est le résultat de l'action dynamique du syndicat de la Tanche (variété d'olive locale) qui, présentant un déclin accru de son activité en raison de la concurrence économique des huiles coloniales, de l'exode rural et des épisodes climatiques désastreux pour les oliviers entre 1929 et 1956, a obtenu une appellation d'origine judiciaire en 1956.

Aujourd'hui, les indications géographiques sont principalement des outils de politique économique, une forme de *soft power* économique et émotionnel d'un terroir devenu acteur et protecteur de sa typicité, dans le contexte d'une alimentation mondialisée. Le sud de l'Europe représente à lui seul 76 % des indications géographiques de l'UE. L'Italie revendique 22 % des AOP-IGP réunies (Ilbert, 2009), suivie par la France (18 %), l'Espagne (14,5 %), le Portugal (11 %) et la Grèce (8,5 %). Les produits protégés sont principalement le vin, les fromages, les fruits et légumes, les viandes et les huiles (Antonelli et Ilbert, 2011). Face à une offre alimentaire perçue comme de plus en plus uniformisée, les labels et les indications géographiques constituent une alternative pour les consommateurs en identifiant des produits de base reconnaissables, porteurs d'une identité forte, gage d'un savoir-faire typique et d'une tradition vivace dans leur terroir d'origine. On a pu dire « qu'il y avait plus d'histoire que de géographie dans une bouteille de vin » car un bon vin est le résultat d'un savoir-faire culturel et traditionnel ayant survécu au temps (Del Canto Fresno, 2009). Bien que traversant depuis de longues années une crise identitaire et sociale chronique, l'agriculture familiale européenne et méditerranéenne est devenue un élément

de culture traditionnelle, une sorte de valeur refuge digne d'être protégée. Depuis toujours étendard d'une identité culturelle forte et revendicatrice (Bessaoud, 2009), l'alimentation méditerranéenne trouve dans les indications géographiques le moyen de fédérer autour d'elle un pays tout entier, au-delà des régions d'origine.

Une population de citoyens-consommateurs, bien souvent éloignée du milieu agricole, investit donc symboliquement et émotionnellement cette agriculture traditionnelle en participant par ses actes d'achat à la préservation des campagnes et des terroirs qu'elle perçoit de façon positive, notamment à travers le tourisme qui contribue à une certaine « mise en scène » et fait la liaison entre ces terroirs et les produits qui en sont issus (Rieutord, 2002). Ces nouveaux modes de consommation révèlent également le gommage des différences alimentaires entre les régions septentrionales et méridionales (Durbiano, 2000), favorisé par la plus grande facilité de mouvement à l'intérieur d'un pays (particulièrement pour les loisirs) qui permet une exposition répétée aux spécificités régionales d'un terroir, que les touristes-consommateurs souhaitent retrouver une fois rentrés chez eux.

En revanche, la « méditerranéisation » des régimes alimentaires non méditerranéens pose un problème d'identité aux produits typiques de la région. Le succès mondial de certains piliers de la diète méditerranéenne, tels l'huile d'olive, les olives, le raisin et le vin, provoquent une augmentation massive de leurs exportations vers l'étranger (particulièrement vers la Chine, le Japon, les États-Unis, le Canada et l'Australie), et simultanément une augmentation de leur production hors du bassin. Comme l'écrivent Giulia Palma et Martine Padilla (2012), « le consommateur international a peu d'état d'âme : il veut toujours plus de produits méditerranéens emblématiques mais n'a pas d'exigence particulière quant à leur origine ». Cette demande internationale dans un contexte de concurrence accrue oblige à l'exportation des meilleurs produits traditionnels et dépossède par là même le consommateur local qui ne les retrouve plus sur les marchés régionaux ou à des prix extrêmement onéreux.

Besoin d'un nouveau système de connaissance autour d'innovations agricoles

Les défis agricoles auxquels sont confrontés tant le nord que le sud de la Méditerranée et les enjeux qui y sont liés nécessitent la mobilisation de tous les types de savoirs pour résoudre les problèmes au moment et à l'endroit où ils se posent. Force est de constater qu'à l'heure actuelle ces savoirs sont ou bien marginalisés et déconsidérés (cas des savoirs traditionnels) ou bien inaccessibles à une grande partie des agriculteurs (cas des savoirs scientifiques). Or c'est dans l'hybridation de ces types de savoirs que pourrait bien se trouver l'avenir de l'agriculture méditerranéenne, pour peu que les conditions favorables à l'émergence de nouveaux systèmes de production, en rupture avec la tendance actuelle à la dégradation des ressources et à la marginalisation des zones rurales, puissent être réunies.

L'une de ces conditions est le développement des nouveaux systèmes de connaissances et d'innovations agricoles (AKIS pour *Agricultural Knowledge and Innovation Systems*) dédiés à la résolution de problèmes concrets, comme l'adaptation au changement climatique ou son atténuation par l'adoption de nouveaux modes de

production agricole. Au centre de ces nouveaux systèmes se trouvent bien évidemment les agriculteurs et les entrepreneurs amenés à mettre en œuvre ces savoirs. Y concourent également les chercheurs pour peu qu'ils se mettent à l'écoute des questions et des besoins exprimés par les acteurs de la production agricole et alimentaire. Les institutions de formation jouent un rôle majeur, tant il est vrai que l'enseignement et le renforcement des capacités des individus et des organisations de producteurs sont des conditions essentielles pour mobiliser, transmettre et utiliser des savoirs. Enfin, les intermédiaires du savoir (*knowledge brokers*), c'est-à-dire les agents de vulgarisation, les conseillers de tous ordres, y occupent une place importante.

Ces nouveaux AKIS fonctionnent en réseaux, reliés les uns aux autres autour d'une question ou d'un projet communs. Les technologies de l'information et de la communication sont utilisées de façon intensive comme réceptacles des savoirs et supports à leur circulation accélérée. Plus important encore, le caractère multi-acteurs de ces AKIS permet la co-construction de nouveaux savoirs, fruits de l'hybridation des différentes connaissances. Il y a là une nouvelle manière, coordonnée et synergique, de faire de la recherche, d'enseigner et de vulgariser les savoirs.

Conclusion

L'agriculture méditerranéenne se retrouve donc face à un nouveau tournant de son histoire mouvementée. Même si les défis diffèrent entre le nord et le sud et l'est de la Méditerranée, les pistes de réflexion et les solutions rapprochent les deux rives plutôt qu'elles ne les éloignent. Dans les deux contextes, celui d'une agriculture sur le chemin de la modernité et celui d'une petite agriculture marginalisée et immobilisée dans son développement, l'agroécologie apparaît comme une voie médiane. La demande accrue d'authenticité alimentaire des populations au Nord altère lentement les codes de la production industrielle, tandis que le Sud prend douloureusement conscience de l'impasse à laquelle conduit le dualisme agricole. Parmi d'autres approches de l'agriculture durable avec lesquelles elle est souvent compatible, l'agroécologie est une piste intéressante à explorer. En mêlant les pratiques agricoles traditionnelles et culturelles qui ont formé le creuset d'identités locales très fortes, indissociables de leur contexte, et les principes scientifiques de l'agronomie moderne pour la production et la compréhension des phénomènes naturels et des interactions à l'intérieur du biotope, l'agroécologie apparaît comme une option susceptible de réconcilier impératifs de production et savoirs traditionnels. Il est important aujourd'hui que les initiatives politiques actent les conclusions émises en sa faveur depuis plusieurs années déjà par les instituts de recherche spécialisés tant au sud qu'au nord du bassin. Les recherches de terrain l'ont démontré, elle représente une solution viable et pérenne pour relever les défis de production, de protection du biotope et de justice sociale qui se posent à l'agriculture méditerranéenne.

À l'heure où l'UE s'interroge sur l'avenir de son agriculture, sur l'évolution de la PAC et sur la politique de recherche qu'elle doit mener, à l'heure où les États du sud et de l'est de la Méditerranée sont en quête de nouvelles approches de développement agricole et rural pour répondre aux enjeux de la sécurité alimentaire et de la sécurité territoriale, il est permis de penser que des efforts coordonnés, voire

conjoint, destinés à mettre en place de nouveaux systèmes de connaissances et d'innovations agricoles peuvent constituer un élément de réponse important. Ils offrent une piste de réflexion intéressante dans le débat autour de la nouvelle politique de voisinage que l'UE et ses partenaires appellent de leurs vœux.

Bibliographie

Ali-Shtayeh Mohammed (S.) *et al.* (2008), « Traditional Knowledge of Wild Edible Plants Used in Palestine (Northern West Bank) : A Comparative Study », *Journal of Ethnobiology and Ethnomedicine*, 4 (13), p. 1-13.

Andersen (T. B.), Jensen (P. S.) et Skovsgaard (C. V.) (2014), « The Heavy Plough and the Agricultural Revolution in Medieval Europe », *Working Papers – European Historical Economics Society (EHES)*, 70 (http://static.sdu.dk/mediafiles/4/8/F/%7B48FEFDFF-12D8-4367-9A7F-61E2A5D3C294%7Ddpbe6_2013b.pdf).

Antonelli (A.) et Ilbert (H.) (2011), « La protection juridique des produits méditerranéens », dans CIHEAM (dir.), *Mediterra 2012. La diète méditerranéenne pour un développement régional durable*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 343-360.

Benaouda (H.), Hassane Bourarach (E. H.) et Vadon (B.) (2015), « Produire mieux en s'adaptant au changement climatique. Des groupements paysans au Maghreb s'engagent dans des agro-systèmes innovants », *CIHEAM Watch Letter*, 32, avril.

Bessaoud (O.) (2002), « L'agriculture algérienne : des révolutions agraires aux politiques libérales (1963-2002) », dans P. Blanc (dir.), *Du Maghreb au Proche-Orient : les défis de l'agriculture*, Paris, L'Harmattan, p. 73-99.

Bessaoud (O.) (2009), « Dynamique de l'offre de produits de qualité, marchés et organisations des producteurs en Méditerranée », dans Y. Tekelioglu, H. Ilbert et S. Tozanli (dir.), *Les Produits de terroir, les indications géographiques et le développement local durable des pays méditerranéens*, Montpellier, CIHEAM, « Options méditerranéennes », série A : « Séminaires méditerranéens », 89, p. 73-87.

Blanc (P.) (2014), « Une géographie du commerce agricole : les temps longs pour éclairer le présent », dans CIHEAM (dir.), *Mediterra 2012. La diète méditerranéenne pour un développement régional durable*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 29-51.

Butzer (K. W.) (2005), « Environmental History in the Mediterranean World : Cross-disciplinary Investigation of Cause-and-effect for Degradation and Soil Erosion », *Journal of Archaeological Science*, 32, p. 1773-1800.

Conseil de l'Europe, Parlement européen et CIHEAM (2006), *Pour une politique agricole rurale euroméditerranéenne dans un cadre mondialisé*, deuxième conférence euroméditerranéenne sur l'agriculture, Strasbourg, 28 et 29 septembre.

Daligaux (J.), Minvielle (P.) et Angles (S.) (2013), « Paysages de l'agriculture littorale dans le Var. Éléments d'explication, points d'interrogation et pistes de réflexion », *Méditerranée*, 120, p. 87-98.

Dedeire (M.) (2009), « Qualifications territoriales des produits d'origine géographique et durabilité(s) des ressources », dans Y. Tekelioglu, H. Ilbert et S. Tozanli (dir.), *Les Produits de terroir, les indications géographiques et le développement local durable des pays méditerranéens*, Montpellier, CIHEAM, « Options méditerranéennes », série A : « Séminaires méditerranéens », 89, p. 39-52.

Del Canto Fresno (C.) (2009), « Développement territorial en zones rurales métropolitaines : rôle des produits alimentaires de qualité dans la région de Madrid », dans Y. Tekelioglu, H. Ilbert et S. Tozanli (dir.), *Les Produits de terroir, les indications géographiques et le développement local durable des pays méditerranéens*, Montpellier, CIHEAM, « Options méditerranéennes », série A : « Séminaires méditerranéens », 89, p. 255-269.

Durbiano (C.) (2000), « L'olivieraie provençale, production de qualité et requalification territoriale », *Méditerranée*, « Dynamiques spatiales des cultures spéciales », 95 (3-4), p. 17-27.

Franzen (J.) (2010), « Emptying the Skies », *The New Yorker* (<http://www.newyorker.com/magazine/2010/07/26/emptying-the-skies>).

Hervieu (B.) (2015), « Il n'y a pas de prêt-à-porter de l'agroécologie ! », interview de Victor Siméon, *Les Dossiers de la Chambre d'agriculture*, « Les groupes d'agriculteurs, moteurs d'innovations en agroécologie », 1039, p. 19 (www.chambres-agriculture.fr/fileadmin/user_upload/National/FAL_commun/publications/National/Revue_Chambres-agriculture_1039_2015_Dossier-groupes-agri-2.pdf).

Heywood (V. H.) (2012), « The Role of New World Biodiversity in the Transformation of Mediterranean Landscapes and Culture », *Bocconea*, 24, p. 69-93.

Ilbert (H.) (2009), « Le marquage des terroirs par les indications géographiques : politiques internationales et stratégies nationales en Méditerranée », dans Y. Tekelioglu, H. Ilbert et S. Tozanli (dir.), *Les Produits de terroir, les indications géographiques et le développement local durable des pays méditerranéens*, Montpellier, CIHEAM, « Options méditerranéennes », série A : « Séminaires méditerranéens », 89, p. 121-134.

Jacquet (F.) (2003), « Politique agricole commune et développement durable » dans F. Jacquet et F. Lerin (dir.), *Libre-échange, agriculture et environnement : l'Euro-Méditerranée et le développement rural durable. Etat des lieux et perspectives*, Montpellier, CIHEAM, « Options méditerranéennes », série A : « Séminaires méditerranéens », 52, p. 167-182.

Jacquet (J.) et Pauly (D.) (2008), « Funding Priorities : Big Barriers to Small Scale Fisheries », *Conservation Biology*, 22 (4), p. 832-835.

Kingsley (S.) et Decker (M.) (2001), « New Rome, New Theories on Inter-Regional Exchange. An Introduction to the East Mediterranean Economy in Late Antiquity », dans S. Kingsley et M. Decker (eds), *Economy and Exchange in the East Mediterranean during Late Antiquity. Proceedings of a Conference at Somerville College, Oxford, 29th May, 1999*, Oxford, Oxbow, p. 1-27.

Kizos (T.) et Plieninger (T.), « Agroforestry Systems Change in the Mediterranean : Some Evidence from Greek and Spanish Examples » (https://www.researchgate.net/profile/Tobias_Plieninger/publication/228462094_AGROFORESTRY_SYSTEMS_CHANGE_IN_THE_MEDITERRANEAN_SOME_EVIDENCE_FROM_GREEK_AND_SPANISH_EXAMPLES/links/02e7e517a5d8c7fe20000000.pdf).

Linck (T.), Barthes (A.) et Navarro (H.) (2015), « La construction des arrière-pays d'une rive à l'autre de la Méditerranée », *Medinnlocal* (<http://www.medinnlocal.net/wp-content/uploads/2015/01/dune-rive-%C3%A0-lautre-LMI-tlk-12-05-2015.pdf>).

Matassino (D.) (2007), « The Role of National Focal Point », dans L. Nanni Costa, P. Zambonelli et V. Russo (eds), *Proceedings 6th International Symposium on the Mediterranean Pig*, p. 421-428 (http://amsacta.unibo.it/2513/3/Proceedings_6th_Symp_Mediterranean_Pig_3v.pdf).

McCullogh (M. N.), Tucker (G. M.) et Baillie (S. R.) (2008), « The Hunting of Migratory Birds in Europe : A Ringing Recovery Analysis », *IBIS*, 34 (suppl. 1), p. 55-65.

Ministère de l'Agriculture de l'Agroalimentaire et de la Forêt (2016), *Perception de l'agroécologie par les agriculteurs français. Évolution depuis un an*, sondage BVA.

Palma (G.) et Padilla (M.) (2012), « La "Méditerranéisation" des modes alimentaires dans le monde », dans CIHEAM (dir.), *Méditerranée 2012. La diète méditerranéenne pour un développement régional durable*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 141-159.

Rieutord (L.) (2002), « Dynamiques rurales françaises et re-territorialisation de l'agriculture », *Revue du Mauss*, « Y a-t-il des valeurs naturelles ? », 19 (1), p. 221-240.

SESAME 2 (2014), *L'Agriculture familiale en Méditerranée et en Afrique de l'Ouest : deuxième séminaire international SESAME. Meknès, 25 et 26 avril 2014*, Meknès, Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt-CGAAER-CGDA Maroc.

Van Zanten (B. T.), Verburg (P. H.), Espinosa (M.), Gomez-y-Paloma (S.), Galimberti (G.), Kantelhardt (J.), Kapfer (M.), Lefebvre (M.), Manrique (R.), Piorr (A.), Raggi (M.), Schaller (L.), Targetti (S.), Zasada (I.) et Viaggi (D.) (2014), « European Agricultural Landscapes, Common Agricultural Policy and Ecosystem Services : A Review », *Agronomy for Sustainable Development*, 34 (2), p. 309-325.

Williams (M.) (2000), « Dark Ages and Dark Areas : Global Deforestation in the Deep Past », *Journal of Historical Geography*, 26 (1), p. 28-46.